

Révolutions ou révoltes ?

Le Belge Baudouin Dupret a travaillé huit ans en Égypte et quatre ans en Syrie. Ses domaines de recherche et d'écriture ont trait à la théorie, la sociologie et l'anthropologie du droit ainsi qu'à la sociologie des pratiques juridiques, politiques et médiatiques. Depuis quelques années, il publie également sur les pratiques des médias dans le monde arabe¹. Étant donné son expérience transversale, La Revue nouvelle s'est entretenue avec lui afin de recueillir ses premières analyses concernant les révoltes qui secouent le sud et l'est de la Méditerranée depuis le début 2011. L'entretien a eu lieu à la mi-février, et le texte a été clôturé le 14 mars 2011.

ENTRETIEN AVEC BAUDOIN DUPRET

Pierre Coopman : Dans l'introduction du livre La Syrie au présent², que vous avez coordonné avec d'autres chercheurs en 2007, on explique au lecteur « que l'analyse du politique a été laissée pour la fin, car il aurait été dommage qu'elle impose d'emblée l'ombre du pouvoir à une société qui en est à la fois gorgée et lassée ». Cette phrase qui s'appliquait à la Syrie pourrait-elle convenir pour décrire ce qui se passe de manière plus transversale : les sociétés arabes sont-elles gorgées et lassées par le pouvoir ?

Baudouin Dupret : Cette citation s'applique aux autres pays de la région, mais à deux niveaux, elle vaut aussi bien pour les sociétés dont il est question, que pour la recherche sur ces sociétés.

Je voudrais d'abord commencer par la recherche. De mon point de vue, malheureusement, elle est en situation d'échec. Les chercheurs m'ont semblé bien plus soucieux de rentrer dans la condamnation des régimes, dans la prise de position affective et émotionnelle, plutôt que d'approfondir leur approche analytique. La question n'est pas de savoir si on aime ou pas les dictateurs et le système qui les entoure. Je pense qu'il est difficile de les aimer. Mais qu'est ce que ça apporte de proclamer : « À bas Moubarak, Ben Ali, Kadhafi, Assad,

1 Une bibliographie des articles et ouvrages écrits ou coordonnés par Baudouin Dupret peut être consultée sur le site du Centre Jacques Berque : <www.cjb.ma/index.php?option=com_k2&view=itemlist&task=category&id=61:baudouin-dupret&Itemid=99>.

2 *La Syrie au présent, reflets d'une société*, sous la direction de Baudouin Dupret, Zouhair Ghazzal, Youssef Courbage, Mohammed Al-Dbiyat, Sindbad/Actes Sud & Ifpo, juin 2007.

etc. » ? Entretemps, les chercheurs ont de réelles difficultés à comprendre les évolutions des sociétés arabes. Même si tout le monde est surpris par la vitesse des événements, ceux-ci peuvent néanmoins être décryptés, quand l'on veut bien se donner le temps de l'analyse. Il est par exemple absurde de tenter d'expliquer que la société égyptienne se trouverait d'un côté, le régime de l'autre et l'armée au milieu. L'armée est un des piliers de l'État égyptien. Dire qu'elle serait une sorte d'intermédiaire n'a ni queue ni tête. En tant que pilier, cette institution joue sa survie politique. Les chercheurs en sciences politiques devraient pouvoir rappeler ce genre de données fondamentales avant de pousser plus loin leurs analyses.

Ensuite, il y a évidemment les situations vécues au sein des sociétés arabes. Du fait des régimes autoritaires en place depuis des décennies, elles ont subi une dépolitisation massive qui se traduit par leur extrême difficulté à se structurer. Ce que l'on a pu observer sur la place Tahrir, au Caire, est un mouvement de protestation qui n'est pas forcément capable de produire des propositions politiques et d'intervenir de manière crédible dans ce qui risque de devenir un face-à-face entre le Parti national démocrate (PND), c'est-à-dire le regroupement des notabilités égyptiennes, bien entendu relooké pour l'occasion, à l'image du FLN en Algérie, et les Frères musulmans. Cela ne veut pas dire pour autant qu'il faille diaboliser les Frères musulmans. Les pays occidentaux sont tombés dans ce piège durant des années. En Tunisie, Ben Ali a eu les coudées franches en exploitant la peur occidentale de la mouvance islamique. Mais au nom de quoi avait-on peur, alors que le parti tunisien An-Nahda avait donné tous les gages d'une certaine modération ? De nouveau, que l'on aime ou pas les islamistes est un autre problème. Mais il est honteux que l'on ait pu affirmer que An-Nahda constituait une menace sécuritaire à la fin des années quatre-vingt.

Le régime égyptien, depuis très longtemps, a joué la même partition en brandissant la menace des Frères musulmans. On sait que les Frères musulmans ne sont pas tous des démocrates sincères. Mais on sait aussi qu'ils ont renoncé depuis longtemps à l'utilisation de la lutte armée pour parvenir aux affaires. Aujourd'hui, en Égypte, ils sont la seule force structurée hormis le pouvoir. Il y aura probablement un face-à-face, avec des moments de collusion et d'opposition, entre les Frères musulmans et cette forme relookée de la structure politique actuelle. Je suis sûr que le PND va être relifté. Il sera, sous une autre forme, l'un des protagonistes principaux du jeu politique. C'est normal car il structure l'intégralité du pays. Et même si les protestataires ont incendié des sièges du parti, dans le fond, tous les notables politiques ont des relations avec le PND. La politique égyptienne est depuis longtemps clientéliste et elle va le rester. Il est évident que celui qui a réussi à structurer au mieux ses clientèles sera celui qui emportera la victoire au moment des élections, qu'elles soient libres ou truquées. Le mouvement de la place Tahrir commence d'ailleurs à s'en rendre compte et demande, de ce fait, que les élections ne soient pas précipitées. Quant aux élections présidentielles, elles s'orientent vers un face-à-face entre Mohamed El-Baradei et Amr Moussa, avec un avantage évident pour ce dernier qui est, sans que cela ne puisse être dit trop haut et fort, un héritier du régime, un ex-ministre des Affaires étrangères devenu très et trop populaire

du fait de ses positions moins conciliantes à l'égard d'Israël et devenu secrétaire général de la Ligue des États arabes sur proposition de Moubarak.

P.C. : Un ami syrien m'a dit récemment : « Si j'étais un citoyen de l'Égypte, avec des enfants à nourrir, que je dois survivre avec cent dollars par mois ou moins et que dans ma tête je sais très bien que celui qui suivra ne sera pas plus vertueux que celui qui s'en va, j'aurais probablement du mal à choisir mon camp »... Cet état d'esprit — l'absence de confiance que les pouvoirs qui partent ou qui viennent puissent être remplacés par quelque chose de meilleur — peut-il changer avec les événements actuels ? En d'autres termes, ces sociétés, ou une partie assez représentative de ces sociétés, croient-elles pouvoir sortir de l'autoritarisme ?

B.D. : C'est une question à laquelle il est difficile de répondre. Demain ne sera pas identique dans les pays du monde arabe. Ben Ali et Moubarak sont tombés, mais les sociétés vont-elles changer en profondeur ? Il est encore trop tôt pour se prononcer... *Le Monde* et *Libération* n'ont pas cessé de parler de raz-de-marée. Mais est-ce qu'ils ont seulement des chiffres en tête ? Le Caire compte 15 millions d'habitants. La place Tahrir gorgée à son maximum peut contenir 250 000 personnes. Les manifestations n'ont jamais rassemblé deux millions de personnes comme a pu le prétendre Al-Jazira. Ce média était engagé dans le conflit et il a donc avancé des chiffres, car la politique du chiffre est aujourd'hui très efficace.

Quand 250 000 personnes manifestent place Tahrir, la mobilisation peut être qualifiée de massive. Mais il reste au Caire 14 750 000 personnes. Parmi celles-ci, 10 millions sont hors circuit de la mobilisation politique parce qu'elles sont trop pauvres, trop jeunes ou trop vieilles. Ceux qui restent font partie de la classe moyenne, ils n'aiment pas Moubarak, pour la plupart, mais ils reconnaissent souvent que son régime a pu maintenir une certaine stabilité, qui a même permis à de nombreuses familles de prospérer, modestement ou de façon ostentatoire et repoussante. Pour eux, la croissance annuelle de l'Égypte se traduit par un progrès économique et social. Ces gens-là ne sont pas allés risquer leur vie sur la place Tahrir. Aujourd'hui, alors que rien n'est stabilisé, cette « masse silencieuse » est moins que jamais encline à s'engager politiquement. C'est l'attentisme qui prévaut, parce que les gens ont des inquiétudes légitimes sur leur avenir et que la donne n'est pas claire. C'est d'ailleurs ce qui me conduit à penser qu'Amr Moussa part avec une longueur d'avance : c'est une figure connue de tout le monde, susceptible d'incarner le renouveau sans bouleversement, nationaliste bien sûr, sans doute soutenu par l'armée...

P.C. : Dans un de nos entretiens précédents³, vous m'avez parlé de la lame de fond conservatrice qui traverse les sociétés arabes. Une situation que vous avez décrite comme étant un phénomène social à part entière. Croyez-vous que ce conservatisme perdurera au-delà des événements actuels, ou sommes-nous à un moment charnière qui pourrait entraîner de nouvelles dynamiques sociales ?

3 Pierre Coopman, « Égypte "affaires" et "scandales" », un entretien avec Baudouin Dupret, *Défis Sud*, n°61, 2004.

B.D. : Ce conservatisme de la société est effectivement transversal, une lame de fond, ce que ne sont pas les manifestations de la place Tahrir. En Égypte, parmi les 85 millions d'habitants, il y en a tellement qui sont sous le seuil de pauvreté que leur seule préoccupation est la survie quotidienne. Ces pauvres, bien sûr, peuvent parfois prendre part à des manifestations ou à des contremanifestations... Je suis convaincu que dans le recrutement des contre-manifestants, cinq dollars pour aller lancer des pierres sur des protestataires ont représenté une aubaine pour toute une série de gens... Cela ne signifie pas qu'il ne faille pas espérer une démocratisation de l'Égypte, mais force est de constater que celle-ci n'est pas la préoccupation principale de ceux qui luttent pour leur pitance quotidienne. Pour d'autres, qui forment la masse silencieuse que l'on n'a pas vue sur la place Tahrir, la démocratisation est une option, mais pas à n'importe quel prix.

Je peux citer l'exemple d'un ami, un juge, président de tribunal. Son statut lui permet de vivre convenablement, mais pas dans l'opulence. Pour lui, la protestation a des effets positifs, des évolutions intéressantes ont eu lieu grâce au mouvement de la place Tahrir, mais il est maintenant temps de revenir à la normale, que l'économie puisse se remettre à fonctionner, que la vie reprenne son cours ordinaire.

P.C. : Appliqueriez-vous la même grille d'analyse à la Tunisie ?

B.D. : Je ne pense pas que le régime tunisien ait été de même nature que le régime égyptien. Il y a certes eu beaucoup d'affairisme et de corruption autour de Moubarak. Rien n'était sympathique dans le système Moubarak, mais il a structuré l'Égypte de part en part. Tout le monde a mangé à la soupe. En Tunisie, les prébendes de la clique au pouvoir ont néanmoins été beaucoup plus marquées. Ben Ali était sous influence d'une famille qui a poussé les niveaux de spoliation jusqu'à des degrés inégaux. On peut dire que le régime de Moubarak était repoussant, mais pas à un degré équivalent de celui de Ben Ali.

P.C. : La dépolitisation de la société est-elle équivalente en Tunisie et en Égypte ?

B.D. : Moi je la pensais plus grave en Tunisie qu'en Égypte. J'avais l'impression que la Tunisie était en passe de devenir le premier et le seul régime vraiment totalitaire dans le monde arabe. Mais il est intéressant de constater que ce pouvoir était tout aussi fragile que celui de l'URSS à la fin des années quatre-vingt. Il s'est écroulé de lui-même. On peut vanter les protestations, le mouvement social, mais une dictature déterminée à les réprimer n'aurait eu aucun problème à le faire. Le système Ben Ali a en fait implosé dès sa première véritable confrontation avec une protestation populaire.

P.C. : Comment expliquez-vous la rapidité de cette implosion ?

B.D. : Je pense que le rapport de peur s'est inversé dès que le régime n'a plus pu bander ses muscles et a douté de sa capacité répressive. Tout s'est déroulé crescendo, très vite, alors qu'il n'y avait aucune menace sur le palais de Carthage. D'un point de vue sécuritaire, Ben Ali tenait encore les choses en main. Les manifestations étaient plus ou moins massives, mais la présidence

n'a jamais été mise en péril. Il a suffi qu'une pièce du château de cartes soit retirée. Dès que la confiance dans sa propre capacité répressive est ébranlée, tout se détricote rapidement... Néanmoins, la problématique de la résilience politique des sociétés arabes reste énorme. En Tunisie, les premiers développements ont montré qu'il existe une difficulté à structurer un pluralisme politique et que ce ne sera pas un opposant de longue date qui prendra la relève, car cette figure historique n'existe pas vraiment, à l'exception de l'islamiste Ghannouchi qui n'est pas candidat à la présidence.

P.C. : Vous dites : « la Tunisie était en train de devenir le seul véritable pays totalitaire du monde arabe ». Vous ne considérez pas la Syrie comme un régime totalitaire ?

B.D. : Je ne dis pas que le régime baathiste n'a pas rêvé de l'être et ne s'y est pas appliqué. Ce régime dictatorial a été extrêmement répressif, autoritaire et violent, mais il n'a jamais eu les moyens de pénétrer l'intégralité de la société syrienne, particulièrement ses franges sunnites.

La Syrie baathiste n'est pas théoriquement un régime ethnique, mais sa base ethnique est quand même très forte. Le système fondé sur une prise de pouvoir de la minorité alaouite n'est, dans une certaine mesure, pas absurde. Car une mise en cause de cet équilibre signifierait que 20 % de la population prendrait vraiment peur pour sa sécurité et sa survie. Une minorité représentant un cinquième de la population qui se sent menacée, c'est beaucoup : on rentre alors dans des processus de guerre civile, à la libanaise. Alors que dans le cas égyptien, malgré la composante confessionnelle copte-musulman sunnite, il n'y a pas de perspective d'ethnisation du conflit. En revanche, on voit que ces clivages religieux peuvent faire l'objet de nombreuses récupérations...

Pour continuer la comparaison entre la Tunisie et l'Égypte, il convient d'ajouter qu'une des chances de la Tunisie, c'est malgré tout le très haut niveau d'éducation et de formation des classes moyennes. Même si la dépolitisation a eu lieu, elle n'empêchera pas, à terme, des structurations politiques et des prises de conscience qui devraient déboucher sur du changement, mais il est trop tôt pour dire lequel.

P.C. : Nous ne sommes qu'au tout début de nouvelles évolutions qui vont prendre du temps ?

B.D. : Sans aucun doute. Je pense que dans les deux cas, en Égypte et en Tunisie, le mot révolution est impropre. On n'a absolument pas affaire à des révolutions pour l'instant, mais à des mouvements de protestation qui débouchent sur des transformations et des réformes des régimes en place. Mais bien malin celui qui peut dire jusqu'où la réforme ira. Y aura-t-il une reprise en main du pouvoir d'ici quelques mois ou des changements plus profonds ? Dans un cas comme dans l'autre, je ne m'aventurerai pas à le prédire. En Tunisie, le président de la Commission en charge de la rédaction d'une nouvelle Constitution est loin d'être un ancien opposant musclé. Ancien membre du conseil constitutionnel, dont il avait certes démissionné, il n'est jamais parti en exil et, aujourd'hui, ce sont des gens comme lui qui vont réaliser la transition. On voit là que le potentiel de changement, s'il existe bel et bien, n'est pas révo-

lutionnaire, mais orienté vers une réforme interne de l'establishment. Le parti de Ben Ali, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), est décrié par tout le monde. Il est même dissout, aujourd'hui. Mais il ne faut pas oublier que ce parti est l'héritier du Destour, le parti fondateur de l'indépendance (et le nouveau Premier ministre est issu de cette mouvance). Destour, Neodestour, RCD, voilà la filiation historique, et cette force, quelle qu'en soit l'appellation, ne disparaîtra pas comme par magie, du jour au lendemain.

En tout cas, je fais le pari d'une certaine permanence des structures, au-delà de la chute des chefs d'État. C'est en ce sens, d'ailleurs, que le terme de « révolution » n'est pas adéquat. On n'observe pas de chamboulement complet des sociétés, mais une rénovation de celles-ci : le changement dans la continuité, en quelque sorte. Ce n'est bien sûr pas du gout de tout le monde, surtout de ceux qui voudraient maximiser les avantages du mouvement de révolte, mais les structures fondamentales de ces pays n'ont pas été bouleversées. Que dire alors de pays qui, tel le Maroc, sont engagés depuis une à deux décennies dans une dynamique réformatrice, avec des hauts et des bas, des moments forts et des coups d'arrêt. Ces pays peuvent trouver dans le « Printemps arabe » le moyen de relancer cette dynamique et, dès lors, de renforcer leurs assises.

P.C. : Quelles sont les influences de la démographie et du rajeunissement ? Les oligarchies politiques arabes sont-elles déconnectées des aspirations de la jeunesse ?

B.D. : La jeunesse mondialisée, c'est celle qui était sur la place Tahrir. Elle est importante dans un pays de 85 millions d'habitants. Mais la masse échappe complètement aux bénéfices de la mondialisation. Quel est le taux de foyers qui ont un accès à internet, quel est le nombre d'Égyptiens qui ont un ordinateur personnel ? La mobilisation par les blogueurs c'est bien, mais encore faut-il être blogueur ! L'Égypte n'a pas réussi sa transition démographique. Un pays comme le Maroc a une transition démographique entérinée à moins de trois enfants par femme. En Égypte, c'est raté... Je pense que la mondialisation concerne tous les Égyptiens, mais pour une majorité, elle ne va pas dans le sens d'une politisation plus grande, mais plutôt vers une victimisation plus grande. Les prix des produits de base continuent à augmenter, même s'ils sont subventionnés. La plupart des Égyptiens sont confrontés à une impossibilité accrue d'accéder aux produits de la consommation mondialisée.

P.C. : Peut-on observer une différence de contexte entre les monarchies et les républiques ? Un pouvoir politique doit s'adapter à sa société. Est-ce que, dans les monarchies, cette adaptation est meilleure ?

B.D. : Les monarchies sont évidemment très différenciées. Le régime marocain ne ressemble pas au régime saoudien. Les contextes sont importants. Le Maroc a amorcé sa transition économique et sociale durant les dix dernières années du règne de Hassan II. Ce souverain était un personnage cynique, qui n'a pas hésité à réprimer à chaque fois qu'il le pouvait. C'était sans aucun doute un tyran à sa façon, mais durant les dernières années de son règne, certes pour des raisons de calculs politiques, il a opéré une véritable ouverture. Il a donné en héritage à son fils une situation qui n'était pas politiquement explosive. Ce

fil a une fibre sociale. La fortune que lui a léguée son père est tellement bien gérée qu'il peut s'engager dans des politiques sociales, à titre individuel et au nom de l'État. Mohammed VI a pour l'instant désamorcé l'essentiel de la contestation sociale et de la protestation politique. Est-ce que ça va durer ? Il est difficile de le prédire. Étant donné les événements actuels dans le monde arabe, le roi s'est engagé à accentuer la prise en main de la question sociale, à approfondir la régionalisation, à renforcer le gouvernement. Depuis longtemps, les mobilisations sont régulières au Maroc. Elles sont à chaque fois amorties et entérinées par le régime. Par exemple : les diplômés chômeurs manifestent tous les jours depuis quelques années, de manière pacifique, encadrée, sans mobilisation massive des forces de l'ordre, dans une sorte de consensus. L'on absorbe régulièrement un certain pourcentage de ces diplômés chômeurs dans la fonction publique marocaine. Donc, leur protestation peut s'exprimer et elle donne des résultats. Ce type de politique permet au palais royal de gérer la question sociale.

Il y a une réticence, au Maroc, à mettre en cause violemment la monarchie. Il faut se rappeler qu'il y a eu plusieurs attentats contre Hassan II et que certains, au début des années septante, ont été à deux doigts de réussir. Fondamentalement, la monarchie marocaine est bien en place et veille à ne pas être contestée, grâce à ses engagements politiques et sociaux. Ça n'en fait pas un régime modèle, loin de là, mais on sent que le potentiel d'opposition radicale y est moindre qu'ailleurs, ce qui facilite l'adoption d'une dynamique réformatrice.

P.C. : Peut-on dire que la transformation de certaines républiques arabes en dynasties républicaines est par contre très mal vécue par les populations ?

B.D. : Le début de la fin pour Hosni Moubarak a commencé avec le débat sur sa succession. Je ne sais pas si son fils, Gamal Moubarak, aurait été la pire des personnes, mais cette éventualité a été très mal vécue à l'intérieur même du régime, à commencer par Omar Suleiman ! Il faut se rappeler que c'est lui qui était, à priori, pressenti comme vice-président au début des années 2000. Pour laisser la porte ouverte à son fils, Moubarak a cependant préféré ne pas nommer de vice-président. Je pense que quand un régime entretient des fissures en son sein, et non pas seulement dans ses relations avec l'opposition, il prend des risques énormes. L'autre instant décisif se situe lors des élections de 2005. L'Égypte a alors ouvert le jeu électoral pour le refermer soudainement, en plein milieu de la compétition. Puis, en 2010, l'on a organisé des élections complètement truquées, auxquelles personne ne croyait. C'était une gestion politique désastreuse. Le constat pourra paraître cynique : pour mener une politique autoritaire de manière efficace, il faut la mener du début à la fin, sans faillir...

P.C. : Le début de la fin en Tunisie se situe vers 1993-1994, au moment où le régime a commencé à réprimer les partis politiques de gauche ?

B.D. : En effet. Ben Ali était un caporal, un agent de la sécurité, toujours méprisé d'ailleurs par les classes bourgeoises tunisiennes. Il est d'extraction modeste et il a fait une carrière de flic. Mais il avait fait preuve d'une certaine

intelligence dans les premières années qui ont suivi sa prise de pouvoir, dans sa gestion du Pacte national et par le biais d'une certaine ouverture. Cependant, à un moment donné, son atavisme de flic a repris le dessus. Il a oublié dès lors qu'en laissant les démocrates s'agiter un peu, il se garantissait une stabilité à plus long terme. Il a espéré qu'en étant totalement sécuritaire, il se blindait pour l'éternité. En définitive, cette paranoïa sécuritaire l'a fragilisé.

P.C. : Au moment de boucler cet article, les révoltes se sont répandues comme une trainée de poudre à l'Algérie, au Yémen et au Bahreïn. Et la Libye a même sombré dans la guerre. L'effet dominos suffit-il à expliquer cette accélération ?

B.D. : Il n'est pas rationnel de penser que la contestation s'étend de manière mécanique, au nom du fait que ces pays se ressembleraient tous, culturellement, religieusement et politiquement. Si contagion il y a, c'est principalement du fait des médias, d'une communauté de langue et d'une grande désespérance sociale. Au-delà, c'est le contexte propre à chaque pays qui s'impose et permet d'expliquer que la contestation s'y déclenche ou pas. En Libye et au Yémen, les clivages régionalistes, religieux et tribaux sont assurément plus prégnants que ne le sont les paradigmes de la démocratie. Mais que dire de l'Irak, où la démocratie — si on limite ce mot à l'existence d'élections libres et pluralistes — a été établie à la pointe de la baïonnette américaine ? En Algérie, les années de guerre civile sont à coup sûr présentes à l'esprit de tous les protagonistes. Au Bahreïn, la contestation de la communauté chiite majoritaire est aussi ancienne que l'émirat-royaume. Quant au Qatar, il est étrangement absent de la couverture d'Al-Jazira. Et que dire des monarchies du Golfe ou, au-delà du « monde arabe » *stricto sensu*, de l'Iran, où la répression est assurément féroce, mais où les leaders de la contestation sont issus du sérail de la Révolution islamique ?

Malgré la séquence qui permet de parler d'une contagion de la contestation dans les pays arabes et musulmans (mais sont-ce des qualificatifs bien pertinents pour désigner ces sociétés plurielles ?), il faut bien constater que les réalités politiques, économiques, sociales, culturelles, bref humaines, rendent tous ces pays du sud et de l'est de la Méditerranée, et au-delà, extrêmement différents les uns des autres. ■

Le 14 mars 2011

Propos recueillis par Pierre Coopman